

# Richard Wolff : la fin du libre-échange et le retour de l'empire

Le professeur Richard Wolff discute de l'implosion du système politique et économique organisé autour des États-Unis, et de la manière dont les États-Unis réagissent en revenant à une forme d'impérialisme plus traditionnel. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : [https://x.com/Glenn\\_Diesen](https://x.com/Glenn_Diesen) Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy Me a Coffee : [buymeacoffee.com/gdieseng](https://buymeacoffee.com/gdieseng) Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

## #Glenn

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à nouveau. Nous recevons aujourd'hui l'économiste politique, le professeur Richard Wolff. C'est un plaisir de vous retrouver. Comment allez-vous ?

## #Richard Wolff

Plutôt bien. Chaque jour, je reste stupéfait par le comportement de mon gouvernement, et aussi, encore une fois, par le vôtre en Europe. Mais sinon, oui, je vais bien. Nous sommes, je dois le préciser, dans le dernier mois avant nos élections, ici. Elles auront lieu, littéralement, dans un mois. Et nous observons ce qui semble être la spirale fatale, menée avec détermination, de notre grand dirigeant. C'est une démonstration remarquable : soit d'un niveau de corruption qui surprendra même des gens comme nous, soit d'une pulsion de mort.

## #Glenn

Oui, en fait, j'allais y venir plus tard, mais autant commencer par là. J'ai peur que, vous savez, on voie les problèmes de l'administration Trump. On observe des évolutions similaires en Europe, avec le chancelier allemand Merz ou le président français Macron. Enfin, vous connaissez toute la liste. Mais on a l'impression que le problème va au-delà d'un simple parti politique qui gouverne mal, puis cède le pouvoir. Il semble y avoir une crise plus profonde, une crise de légitimité politique. Il y a, d'une certaine manière, un déficit démocratique ressenti par la population, qui estime que le système a besoin de réformes majeures. Ce n'est pas seulement un problème lié à ce parti ou au parti d'opposition. Encore une fois, le système a besoin d'un choc plus important.

Encore une fois, je suis plutôt réticent face aux révolutions, parce que je vois davantage de stabilité dans des changements progressifs. Mais comment voyez-vous ce point commun entre les États-Unis

et l'Europe ? Car tous ces problèmes économiques, les enjeux de sécurité, la concentration des richesses, la corruption politique, ce contrôle très puissant des médias et du récit... On sent qu'il y a quelque chose de plus profond.

## **#Richard Wolff**

Eh bien, permettez-moi de proposer une façon de le comprendre, dont vous et moi avons déjà parlé. Pour être aussi direct que possible, dans l'espoir d'être clair, je vais essayer de l'expliquer en une minute. Je crois que ce dont nous sommes témoins, à la fois en Europe et aux États-Unis — et j'ajouterais le Japon, mais laissons-le de côté pour l'instant —, c'est quelque chose qui se préparait depuis longtemps. À savoir, la révolte de l'empire. Autrement dit, vous savez, les pays européens, au dix-huitième et au dix-neuvième siècle, peut-être même avant, ont créé une économie mondiale. Ils l'ont fait.

Et il faut leur rendre cette justice : Marx lui-même a répété à plusieurs reprises que l'une des réalisations historiques du capitalisme moderne avait été de créer une économie mondiale, un marché mondial, où les Africains sauraient ce que font les Européens, et où les Asiatiques sauraient ce qui se passe en Amérique latine, et ainsi de suite. Ils commerceront les uns avec les autres, investiront les uns chez les autres, apprendront les uns des autres, et cetera, et cetera. Et je suis d'accord avec Marx. Je pense que c'est une réalisation du capitalisme moderne. Et nous reconnaissons toujours au capitalisme le mérite d'avoir fait progresser l'expérience humaine au-delà de ce qu'étaient l'esclavage et le féodalisme, qui ont eux aussi eu leurs réalisations. Mais créer une économie mondiale n'en faisait pas partie.

D'accord. Le problème, c'est l'autre versant de la dialectique. Ils ont créé une économie mondiale, mais ils l'ont fait terriblement mal. C'est un travail bâclé, dans lequel une toute petite partie de l'économie mondiale qu'ils ont créée est devenue très riche : l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon. Et le reste du monde est devenu le pourvoyeur de matières premières et de main-d'œuvre, plongé dans la pauvreté de bout en bout. Vous savez, je pense à la Belgique. Mes étudiants veulent toujours que je donne l'exemple de la Belgique. La Belgique est un coin pauvre du nord-ouest de l'Europe. Mais, une fois qu'elle s'empare du Congo, elle devient un pays très riche et solide, où l'Union européenne, désormais installée à Bruxelles, peut profiter de la belle architecture médiévale, et de tout le reste.

Vous avez donc eu l'explosion d'une économie mondiale, organisée de façon terriblement inégalitaire. Un travail terrible. Et même pire, parce que, quand ils n'ont plus de territoires à prendre aux populations pauvres locales, ils commencent à se heurter les uns aux autres : l'Empire britannique contre l'Empire russe, les Français contre les Allemands, partout. Ma thèse de doctorat, il y a bien des années, à une époque où je ne comprenais pas encore grand-chose à tout cela, portait sur l'Afrique de l'Est et sur l'affrontement entre l'impérialisme allemand et l'impérialisme britannique.

dans cette partie du monde. Voilà. Cela éclate, et ce système achève sa mission historique avec deux des pires guerres que l'humanité ait jamais menées. Les Première et Seconde Guerres mondiales étaient des guerres pour les empires, menées par des empires, aux dépens des empires.

Quand la poussière est retombée, tous les empires, que ce soit après la Première ou la Seconde Guerre mondiale, avaient disparu : le Japon, l'Allemagne, l'Italie, la France. À une exception près : les États-Unis. Comme la technologie aérienne et la puissance aérienne n'étaient pas encore développées, les États-Unis étaient protégés par l'Atlantique et le Pacifique. Ils y ont échappé. Vingt-huit millions de personnes sont mortes en Russie pendant la Seconde Guerre mondiale. Quel est le chiffre pour les États-Unis ? Quatre cent mille. Cela donne une idée de ceux qui ont survécu, et de ceux qui n'ont pas survécu. Mais c'est là que les gens commencent à se tromper. Ce qui se passe immédiatement après les Première et Seconde Guerres mondiales, c'est que les États-Unis héritent de tous les empires qui les ont précédés.

Je ne crois pas qu'il existe un précédent historique comparable. Le monde entier, organisé sous le colonialisme européen, puis, un peu plus tard, sous le colonialisme américain et japonais... tout cela organise le monde, met tout en place, organise les chaînes d'approvisionnement et tout le reste, installe toute l'industrie sur son propre territoire, puis se fait exploser et remet l'ensemble de l'empire mondial aux États-Unis. Nous, vous et moi — et davantage moi que vous, parce que je suis plus âgé que vous —, j'ai vécu ma vie dans cette étrange seconde moitié du vingtième siècle, avec une richesse stupéfiante dans ce pays. Pourquoi ? Parce que nous avons hérité. Vous savez, c'est comme la richesse stupéfiante de Donald Trump : il l'a reçue de son père.

## **#Glenn**

Il n'a rien fait.

## **#Richard Wolff**

Il en a perdu une grande partie, vous savez. Ou alors, il a profité de la vague immobilière à New York. Mais il n'a rien fait. C'est un merveilleux homme qui ne fait rien. Nous étions une nation qui en a hérité. Et maintenant, malheureusement, nous comprenons que, si vous héritez de tous les anciens empires, alors l'autre dialectique, la révolte contre le colonialisme, qui a déjà commencé au dix-neuvième siècle et qui s'est développée tout au long de l'histoire que je viens de raconter... En surface, tout tourne autour du colonialisme. Mais en dessous, il y a la base de l'émancipation. Gandhi l'a fait en Inde, vous savez. Jomo Kenyatta l'a fait en Afrique de l'Est, et ainsi de suite, encore et encore. Et ce que les États-Unis connaissent aujourd'hui, c'est l'aboutissement de l'ère anticoloniale, qui remplace l'ère coloniale. Cela ne devrait surprendre personne. C'est très typique dans l'histoire humaine.

On avance, puis il y a la réaction, si vous voulez. Je pense que l'Europe est encore plus avancée que les États-Unis dans la perte de son empire. Elle a perdu un empire plus petit. Nous, nous perdons la

totalité de tout le projet colonial. Et je pense qu'avec cette grille de lecture, je peux expliquer deux autres choses qui se cachent ici. Une sorte de fantasme colonialiste, assez remarquable quand on y pense. Quand Kaja Kallas parle avec beaucoup de passion de combattre la Russie, de vaincre la Russie et de la découper, qu'est-ce que vous faites ? Vous rejouez, sans même en avoir conscience, la conférence de Berlin de mille huit cent quatre-vingt-quatre, quand tous les impérialistes se sont réunis à Berlin, avec la bénédiction de Bismarck, pour prendre une carte de l'Afrique et la découper. Vous, les Allemands, vous prenez celle-ci. Vous, les Français, vous prenez celle-là. Vous, les Britanniques, vous prenez celle-ci.

Je veux dire, c'est un fantasme. Ça n'arrivera pas. Ils sont en train de perdre en Ukraine. Mais ils sont désespérés à cause de l'Ukraine, pas une seule minute. L'OTAN a un très beau récit à raconter sur son expansion vers l'est après mille neuf cent quatre-vingt-dix. Dans tous les sens : la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, tous ces pays-là. Oui, ils n'auront pas l'Ukraine. Ce n'est pas l'Ukraine, le sujet. C'est ce fantasme d'un retour du colonialisme. Et comme pour renforcer ma thèse, monsieur Trump s'emballe à propos du Groenland, de faire du Canada un État, de reprendre le... Ce sont les délires d'un empire agonisant, qui s' imagine pouvoir conserver sa richesse en rejouant, de façon fantasmatique, le colonialisme.

Israël essaie de faire du colonialisme de peuplement et finit par commettre un génocide. C'est tout. On ne peut pas faire ce que le mouvement de l'Histoire vous empêche de faire. Dernière chose : si je lis correctement l'histoire des empires, chaque fois qu'un empire naît, se développe au fil du temps, puis atteint son apogée avant de décliner, les gens qui occupent une position de richesse ou de pouvoir commencent à utiliser cette richesse et ce pouvoir pour se mettre à l'abri, pour s'isoler du déclin de l'empire. Et donc, ce que nous allons voir, c'est une inégalité de richesse presque obscène. Parce que, sans l'empire, il devient de plus en plus difficile de maintenir la richesse de l'Occident.

Et donc, ceux qui peuvent s'accrocher, ceux qui possèdent quelque chose — une nouvelle technologie, une niche de marché, une position d'oligopole ou de monopole — la consolident. Ils se concentrent là-dessus. Ils achètent les politiques pour la protéger. Pendant ce temps, la masse de la population va payer le prix d'un empire en déclin. Un empire qui se protégera de ce que je viens de dire en cherchant et en cultivant tous les boucs émissaires imaginables, tout en détruisant ses propres classes moyennes et populaires. C'est ainsi qu'on voit cette montée délirante de la mentalité anti-immigration, ou même cette capacité à transformer Monsieur Poutine en Staline réincarné. Qu'est-ce que c'est ? Cette hystérie, c'est votre manière de faire face à ce déclin.

## **#Glenn**

Je suis d'accord. Et, enfin, quand Kaja Kallas a parlé de diviser la Russie en pays plus petits, elle a dit qu'ils seraient mieux gouvernés s'ils étaient plus petits. Mais je pense que ce qu'elle voulait dire, c'est qu'ils seraient plus faciles à gouverner ou à gérer. Donc non, c'est...

## **#Richard Wolff**

Comme si des pays européens comme le sien en avaient quelque chose à faire de la manière dont le reste du monde est gouverné. Je veux dire, pays après pays, partout dans le monde, sont gouvernés de façon horrible, et pas un mot de protestation. Franchement, c'est une blague. Quand des politiciens, même aussi médiocres qu'elle, tiennent un discours aussi absurde, c'est généralement le signe de quelque chose de très grave, mais déplacé d'un cran. Et notre travail consiste à analyser quel est le véritable problème qui s'exprime de cette manière étrangement déplacée. D'ailleurs, ma femme est psychothérapeute. C'est comme ça qu'ils travaillent. Vous arrivez et vous parlez avec énormément de passion de votre chien horrible. Mais ce n'est pas votre chien, le problème. Quelque chose vous préoccupe, et vous l'avez reporté sur le chien. On prend votre trouble au sérieux, mais on se pose la question : quelle est la gravité réelle ? On ne s'en tient pas à la première explication de ce dont il s'agit.

## **#Glenn**

Non, c'est intéressant, en fait. Je répète souvent que, plutôt que des analystes des relations internationales, nous avons besoin de psychologues, parce qu'il se passe quelque chose de plus profond. Mais on voit qu'en Occident, le libéralisme politique a souvent été associé au libéralisme économique. Et nous savons qu'au début du dix-neuvième siècle, les Américains qualifiaient les Britanniques d'empire du libre-échange, parce que les Britanniques dominaient la technologie, l'industrie et la puissance financière. Ils contrôlaient les mers du monde. Donc, en substance, le libre-échange signifiait une économie internationale sous contrôle britannique. Aujourd'hui, on peut dire que l'ère de la mondialisation, qui a marqué les trente ou quarante dernières années, avec, vous savez, le libre-échange, a permis aux États-Unis de maintenir une position dominante.

Mais cela semble terminé. Autrement dit, les États-Unis ne peuvent plus vraiment rivaliser avec la Chine, d'abord dans les secteurs industriels, puis dans les technologies. Ils ne contrôlent plus vraiment les corridors maritimes du monde, vous savez. On le voit, de l'Arctique au détroit d'Ormuz. Quant à la puissance financière, on voit les BRICS se dédollariser et créer leurs propres banques de développement. Mais voyez-vous ce déclin structurel ? Et surtout, comment interprétez-vous les efforts de l'administration Trump pour inverser ce déclin ? Parce qu'elle ne veut pas renoncer à sa position dominante dans le monde, même si, à mon avis, cette époque est déjà révolue. Mais comment voyez-vous, disons, une structure ou un ordre quelconque dans ce chaos ?

## **#Richard Wolff**

Pas grand-chose. Je pense que cette quête est vouée à l'échec. Et souvent, cela veut aussi dire qu'elle ne pourra pas durer, parce qu'on ne peut pas la faire durer face à l'impasse de cette quête. Je pense qu'ici, aux États-Unis, on a un processus beaucoup plus... comment dire... simple, plus vulgaire. Il y a des secteurs et des entreprises qui restent rentables dans un environnement de libre-échange, ou de libre-échange relatif. Si l'on regarde ce que produisent la Business Roundtable et la Chambre de commerce des États-Unis, elles conservent, à bien des égards, un langage libéral,

mondialiste, ce genre de langage. Et elles envoient directement un mémorandum au président. Il les écoute toujours. Ce sont deux des plus importants groupes d'intérêts économiques de Washington. Mais, en général, elles sont les porte-parole d'un ensemble d'entreprises américaines qui se sont taillé une niche.

Ils ont fait ça pendant la mondialisation. Ils s'en fichaient. Qu'ils aient eu besoin de la mondialisation ou non, ils se sont taillé une place. Je vais vous donner un exemple. Le plus connu, c'est ce qu'on appelle le complexe militaro-industriel, parce qu'il est directement issu de la Seconde Guerre mondiale. Il y a eu cette célèbre déclaration du président Eisenhower : nous devons tous nous méfier de la relation trop étroite entre l'appareil militaire et les entreprises qui fabriquent les armements. Ils s'étaient regroupés et avaient organisé l'implantation de bases militaires dans les cinquante États. La production était répartie de façon à pouvoir faire pression sur tous les sénateurs et les membres du Congrès. Chacun était sollicité par une usine ou une base militaire située dans sa circonscription, ce qui leur apportait des voix, et tout le reste.

Cela a si bien permis de huiler les rouages de la défense. Et, vous savez, le budget des États-Unis, le budget fédéral, dépense pour la défense bien plus que le reste du monde réuni. Pourquoi ? Parce qu'ils ont montré la voie : ne créez pas de monopole. N'ayez pas une seule entreprise. Ayez-en trois ou quatre, un oligopole, et intégrez-le avec soin à tous ceux que vous pouvez amener à partager le gâteau. Ensuite, présentez-vous au Congrès comme un groupe coordonné, et achetez votre prospérité. Ça a marché. Ça a brillamment marché. Et ça marche encore aujourd'hui pour notre industrie de la défense. Qui a copié ce modèle ?

Le prochain à reproduire ce modèle, c'est le complexe médico-industriel. Pas le militaire, le médical. Qu'est-ce que c'est ? Quatre secteurs : les médecins, les hôpitaux, les assurances maladie — parce qu'ici, nous n'avons pas de système national de santé. Donc, ce sont des entreprises privées qui fournissent l'assurance maladie — et, en quatrième, les fabricants de médicaments et de dispositifs médicaux. Ces quatre secteurs fonctionnent exactement comme le complexe militaro-industriel. Nous payons des cotisations exorbitantes pour notre assurance maladie. Les compagnies d'assurance maladie font fortune. Et, par égard pour le groupe dont elles font partie, elles permettent aux laboratoires pharmaceutiques de pratiquer des prix absurdes pour les médicaments. Elles se tournent vers les employeurs. Et les employeurs n'aiment pas ça.

Les employeurs sont amers. Mais ils sont trop dispersés, trop nombreux. Ils n'ont pas encore... Vous savez qui est capable de le faire aujourd'hui, qui a retenu la leçon ? La high-tech : Amazon, Apple. Ils ont compris qu'ils devaient coordonner leur intelligence artificielle et tout le reste, et essayer de fonctionner ensemble. Et on les a vus alignés derrière monsieur Trump lors de l'investiture, l'an dernier. Il les a tous réunis. Ils se sont réunis pour être là-haut, sur cette estrade. Je pense qu'on assiste à une désintégration, où le gouvernement devient l'arène de groupes très vulgaires, de sous-groupes de capitalistes — parce que c'est essentiellement ce qu'ils sont — qui concluent entre eux un accord qui leur permet de... C'est la logique d'un syndicat.

Les travailleurs se regroupent et négocient collectivement, d'accord ? Les capitalistes se regroupent eux aussi — ils sont bien moins nombreux, évidemment — et négocient avec leurs profits cumulés, qui sont énormes. Assez énormes pour pouvoir donner de l'argent à chaque membre du Congrès, dans les deux partis. Et beaucoup le font, juste pour s'assurer d'une bonne continuité. On le voit aujourd'hui. On le voit, littéralement, aujourd'hui, quand l'économie dans son ensemble — dans beaucoup de ses secteurs — souffre parce qu'elle ne peut pas obtenir de gazole. Du gazole, à cause du détroit d'Ormuz, de la guerre en Iran. C'est tout. Un peu à cause de la guerre en Russie aussi, mais pas tant que ça.

Le prix du diesel a explosé, encore plus que celui du pétrole et de l'essence. Alors, toutes sortes de gens touchés par cette hausse se plaignent amèrement. Les agriculteurs sont terrifiés parce qu'entre le prix du pétrole qu'ils doivent payer, le diesel qu'ils doivent payer, les engrais fabriqués à partir du pétrole, puis les engrais à base de potasse, qui se trouve malheureusement au Canada et pas ici, ils sont pris à la gorge de tous côtés. Ils hurlent. Oui, mais les raffineries et les compagnies pétrolières, c'est tout un autre ensemble. Elles hurlent aussi. Et elles ont une longueur d'avance, parce qu'elles se sont mobilisées pour étouffer l'industrie des véhicules électriques dans ce pays. Monsieur Tesla pourrait devenir le grand homme riche.

Il pouvait être dans le bureau de Monsieur Trump, mais il n'avait pas le pouvoir qu'ont les compagnies pétrolières et gazières, pouvoir qu'elles ont développé dans ce pays au cours du dernier siècle. Alors, la Chambre de commerce et la Business Roundtable ont dit : « Vous ne devez pas interdire les exportations de gazole dans ce pays. » Pourtant, cela résoudrait le problème. Les États-Unis sont de très loin le plus grand producteur de gazole. Ils pourraient donc résoudre le problème avec leur production habituelle, sans même avoir à puiser dans les réserves. Et ils jouent cette comédie avec les Européens, qui sont désespérés, évidemment. Parce que si une interdiction était mise en place, le prix de tous ces produits en Europe augmenterait encore une fois.

Ils souffrent déjà, et ils ne peuvent pas. Ils sont dans une situation impossible. Alors, la réponse est longue, mais la voici. Cette bataille est en cours. Elle se mène toujours, mais plus dans les grands termes grandiloquents : la mondialisation contre la mondialisation néolibérale, contre le nationalisme économique. Avant, le nationalisme économique était tout simplement impossible. Je dois vous dire que, quand j'ai fait mes études supérieures en économie et obtenu mon doctorat, quiconque disait quoi que ce soit sur le nationalisme économique était très fortement ridiculisé. Autrement dit, la question était réglée. Le commerce international et les marchés libres étaient les garants de la croissance, de l'efficacité et de la prospérité.

Et tout cela était réglé. C'était aussi certain que le soleil se lèvera demain, comme il s'est levé aujourd'hui. Rien de tout cela n'existe plus désormais. Maintenant, tout est flou. Monsieur Trump, la façon dont il a fait ça était intéressante. Il l'a fait en intervenant soudainement et massivement dans l'économie. Il a tout simplement changé la manière dont on concevait les choses. Je pourrais dire qu'il menait une démarche intellectuelle en ce sens. Je ne le pense pas. Je pense que cette démarche était très, très limitée. Pour lui, c'était évident. Vous savez, si une grande entreprise est en difficulté,

que ses dirigeants le soutiennent politiquement, et qu'ils viennent lui dire : « Nous sommes dans une situation terrible. Pourquoi ne prendriez-vous pas vingt pour cent des actions ? Nous allons émettre de nouvelles actions sans droit de vote, et nous vous les vendrons, Monsieur le Président. Qu'en dites-vous ? » Bien sûr, tenez.

Et puis, c'était tout, jusqu'à ce que les autres très grandes entreprises soient soudainement épargnées. Elles vont très bien. Il l'a fait un peu avec le travail, mais c'était bidon, parce que le biais anti-syndical est aussi fort qu'il ne l'a jamais été. Ils n'iront pas sur ce terrain-là. Il fera un ou deux discours où il dira qu'il ne faudrait pas que les usines partent au Mexique, ou quelque chose comme ça. Mais il a fait très peu de choses à ce sujet. Vous savez, les chiffres sont là : il n'a pas ramené la production industrielle aux États-Unis. Pas d'un iota, rien. Une imposture totale, vous voyez. Mais au fait, j'ai fait quelques recherches un jour. Dix des derniers présidents ont promis, pendant leur campagne, de ramener l'industrie manufacturière en Amérique. C'est donc une promesse classique, et c'est aussi une promesse qu'on ne tient jamais, au sens où cela n'arrive jamais.

Donc, je pense que ce que vous allez voir, si vous posez la question : sommes-nous des nationalistes économiques ou des partisans du libre-échange ? La réponse, c'est que nous parlons peut-être encore parfois comme ça, par habitude. Mais, en réalité, ce que nous voyons, c'est l'affrontement entre différents groupes. Le secteur du pétrole et du gaz ne veut pas d'une interdiction d'exporter du gazole. Donc, il n'y en aura pas. Ils sont assez puissants. Les agriculteurs, même s'ils contrôlent la vie politique dans une demi-douzaine d'États et peuvent avoir beaucoup d'influence à Washington, dans le district de Columbia, ils peuvent toujours crier jusqu'à en devenir bleus. Et lui va perdre. Je ne sais pas exactement, mais je parierais qu'il va perdre massivement le vote agricole. À moins qu'il ne fasse quelque chose de spectaculaire dans les quatre prochaines semaines, c'est perdu. Ces gens sont horrifiés par ce qui leur est arrivé sur le plan économique.

## **#Glenn**

Mais la vérité, c'est que c'est parce que...

## **#Richard Wolff**

L'agriculture, quoi qu'on en dise, c'est une goutte d'eau à côté des autres secteurs. Et elle n'a pas l'histoire que les autres ont. Voilà où nous en sommes. Nous assistons à ce genre de combat entre des Goliath. Si on regardait ça en Russie, on parlerait sans arrêt des oligarques. Parce que c'est exactement ce qu'on a. On a ces blocs industriels, dirigés chacun par leur oligarque, et ils font constamment pression sur les responsables politiques pour qu'ils fassent ce qu'ils veulent.

## **#Glenn**

Je trouve assez fascinant, quand même, de voir jusqu'où Trump peut intervenir dans l'économie, y compris à des fins politiques, et à quel point cela est devenu, eh bien, essentiellement normalisé.

Comme vous l'avez dit, la manière dont il fait entrer les oligarques. Il a affirmé que les nouveaux développements militaires, les idées, devaient désormais venir d'Elon Musk, de Palmer Luckey et de Newt Gingrich. Je veux dire, c'est tout à fait extraordinaire. Mais je voulais vous interroger sur ce que représente le modèle américain pour le reste du monde. Car ce qui m'a intéressé, tant avec le Venezuela qu'avec le Groenland, ce n'est pas seulement ce qu'ils ont fait, mais la manière dont cela a été présenté. Ils ont été très explicites : ce qui rendait cela si formidable, c'était d'obtenir une influence exclusive. Ils ont écarté, en particulier, les Chinois, les Russes et les autres principaux centres de pouvoir.

Et on voit presque une formule similaire se mettre en place pour l'Europe. Elle devrait se couper des autres centres de pouvoir, et développer soit une influence exclusive, soit une dépendance exclusive à l'égard des États-Unis. Comme vous l'avez dit, le Canada devrait être intégré. Le canal de Panama devrait passer sous contrôle américain. Et pourquoi pas Cuba, tant qu'on y est ? Je veux dire, est-ce que c'est le nouveau modèle qui se met en place ? Des sphères d'influence exclusives, ou des colonies qui doivent payer un tribut ? Parce que, évidemment, on peut dire que le Venezuela devra payer un tribut. Mais même les Européens, puisque désormais ils paieront leur énergie au prix fort. Ils devront payer davantage pour leur sécurité. Et on voit bien qu'il y a quelque chose... Ce n'est plus le système tel qu'il était il y a seulement quelques années.

## **#Richard Wolff**

Eh bien, encore une fois, je ne veux pas enfoncer le clou, mais nous — et là, je parle en tant qu'Américain — nous nous sommes habitués à un niveau de richesse et à un degré d'hégémonie mondiale qui sont vraiment extraordinaires. Si vous héritez des empires que les Européens ont bâtis en Europe pendant trois siècles, ainsi que de celui, bien plus récent, que les Japonais ont construit, si vous héritez de tout cela, alors oui, votre attitude devient... c'est la mentalité des Belges européens au Congo. Quel que soit le dieu séculier en question, vous savez, une superpuissance, une puissance dominante... Tout commence là. Tout se concentre là. Toutes les instructions sur ce qu'il faut faire viennent du quartier général.

Voilà la mentalité. Que fait cette mentalité lorsque deux choses se produisent en même temps ? C'est assez typique dans l'Histoire. Votre domination décline, et une alternative commence à émerger. Vous vous sentez menacé. Vous voulez récupérer tout ce que vous pouvez, et oui, désormais, le monde entier doit explicitement devenir tributaire. Avant, il l'était, en fait, mais vous ne le disiez pas. Vous n'aviez pas besoin de le dire. Vous sortiez d'une histoire où il n'y avait pas seulement la domination du libre-échange, mais la domination du libre-échange face à un empire dont les États-Unis se sont violemment séparés. D'accord. Ça fonctionne très bien.

Vous êtes désormais en position de dire : « Attendez une minute. Ce nouvel arrivant, qui nie votre propre déclin, ce nouvel arrivant représente une menace agressive pour ce que nous avons. » Nous avons une formidable économie mondiale. Elle a merveilleusement bien fonctionné. Vous savez, Glenn, toute ma vie, depuis le lycée, quand j'ai commencé à comprendre à quel point le reste du

monde était pauvre... Puis, à l'université, j'ai passé quelque temps dans ce qui était alors le Tanganyika, en Afrique de l'Est. C'est aujourd'hui la Tanzanie. À l'époque, c'étaient le Tanganyika et le Kenya. J'y ai passé du temps. Le niveau de pauvreté, l'absence de soins médicaux, le fait qu'il n'y avait que quatre lycées pour une population de deux millions et demi d'habitants, et ainsi de suite, et ainsi de suite.

J'ai ressenti de façon très viscérale l'écart entre le New York où j'ai pu aller toute ma vie et ce que je voyais. Mais je n'ai jamais réussi à montrer ça à mes... J'ai enseigné en Amérique toute ma vie. Je n'arrive pas à l'enseigner à mes étudiants. Ils commencent à le comprendre, parce qu'ils le voient désormais autour d'eux. C'est nouveau. Mais avant, je devais les convaincre avec les statistiques sur la pauvreté. Ce pays... C'est pour ça que nos dirigeants... Enfin, si vous parlez à Jamie Dimon, le patron de J. P. Morgan Chase, la plus grande banque des États-Unis, il vous parlera de la bonne santé de l'économie. Et il ne voit pas ça. Et ce n'est pas... il n'est pas stupide. Ce n'est pas malveillant.

Il a une éducation normale. Il lit les journaux. Il le doit. Mais il fait partie de ce qui a été le groupe dominant dans le débat public de ce pays, et il en est profondément imprégné. C'est comme aller en Angleterre et rencontrer certaines de ces personnes qui vivent dans de jolies maisons, dans la campagne britannique, et pour qui l'Empire existe toujours, tout comme le Commonwealth. Elles sont très enthousiastes quand un prince, peu importe lequel, se rend dans un pays africain, et que de charmants petits enfants viennent lui offrir un bouquet. Quoi ? Quoi ? Mais, dans leur monde, ils essaient de s'accrocher. Et ici, aux États-Unis, la Chine est un perturbateur maléfique. Écoutez, le fait qu'elle soit communiste ne veut plus dire grand-chose. Cela n'a probablement jamais voulu dire grand-chose. Mais, quoi qu'il en soit, aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Ils s'inquiètent du socialisme et du communisme, absolument. Mais c'est une alternative maléfique qu'ils peuvent écarter. Ce qui les effraie, c'est la Chine, parce qu'ils s'y voient eux-mêmes. La Chine est notre ennemie parce qu'elle nous enlève ce que nous avons. Mais qu'est-ce que vous aviez ? La domination du monde. Je suis allé, il n'y a pas très longtemps, à un séminaire ici, à New York, à Manhattan, où je me trouve. C'était un séminaire réunissant des gens très haut placés dans la hiérarchie de ce pays. Et pour eux, dans le conflit autour du détroit d'Ormuz, ils aimaient se dire, de part et d'autre de la table : le véritable ennemi ici, ce ne sont pas les Iraniens. Ah oui ? Alors, qui est-ce ? Ce sont les Chinois. Les Chinois sont désormais ce qui est issu de l'histoire européenne : l'émminence grise.

C'est ce que Louis disait du cardinal de Richelieu : en raison de son pouvoir dans l'Église, c'était lui la véritable force, l'émminence grise de la France. Eh bien, l'émminence grise d'un empire américain en déclin, c'est le nouvel empire montant. C'est pour ça qu'il leur est si facile d'attribuer aux autres ce mécanisme psychologique classique — en psychologie, on appelle ça la projection. Il leur est si facile de prêter à monsieur Poutine son véritable objectif : envahir toute l'Europe, aller prendre la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg. Ce mantra sans fin selon lequel il aurait, en réalité, un dessein impérial. Et Xi Jinping, c'est exactement la même chose. Ce sont des alternatives coloniales

qui attendent en coulisses. Voilà à quel point l'idée coloniale est profondément ancrée dans les consciences, ici, aux États-Unis.

## **#Glenn**

Ce que vous dites des élites politiques est intéressant. Parce que, pendant de nombreuses années, on a pu observer que l'hégémonie touchait à sa fin. On a pu voir que d'autres puissances préparaient des alternatives, comme les BRICS. Mais j'ai toujours supposé que, lorsque cela arriverait — là encore, je supposais une approche rationnelle — l'Occident politique accepterait ce rééquilibrage. En se disant : d'accord, l'ère de l'hégémonie est terminée. Mais, quand vous décrivez cette psychologie des élites politiques, je réalise que je n'avais pas pris cela en compte. Quand je vois la panique, le langage extrême, la criminalisation de la diplomatie la plus élémentaire, les appels à la guerre, alors même que nous n'avons pas de véritables armées... Enfin, toute cette folie. Et le fait de parler ouvertement d'un changement de régime en Russie, de la découper en morceaux.

Je veux dire, tout ça — et les Chinois aussi — rien de tout cela n'est rationnel. Mais j'avais en fait une dernière question, parce que je sais que vous devez partir. Elle est courte. Nous sommes au milieu d'une crise énergétique, comme nous le savons, comme vous l'avez dit : une guerre avec l'Iran, mais aussi avec la Russie. Et la pénurie de diesel est désormais le problème le plus urgent. Nous savons que Trump a menacé d'interdire les exportations vers l'Europe, afin de faire pression sur les Européens pour qu'ils libèrent de grandes quantités de diesel de leurs réserves stratégiques, afin de faire baisser les prix. Pensez-vous que ces efforts réussiront, et pendant combien de temps ? Parce que si c'était une solution facile, j' imagine, pourquoi faut-il contraindre les Européens à le faire ?

## **#Richard Wolff**

Eh bien, je pense que c'est un excellent exemple. Laissez-moi essayer d'expliquer. Quand M. Trump a été confronté aux États agricoles — une douzaine de sénateurs et d'élus du Congrès très influents, venus du Midwest, qui se trouve en partie en Californie, là où nous pratiquons l'agriculture — ils ont exigé une interdiction des exportations pour faire baisser le prix du diesel. Ils ne se souciaient pas de l'Europe. Ils se fichaient complètement de ce que cela ferait à l'Europe. Ils le voulaient parce que la rentabilité de l'agriculture en dépend. Le prix du diesel est littéralement en train d'anéantir leurs marges dans leurs activités agricoles.

Et vous savez, aujourd'hui, l'essentiel de notre agriculture est aux mains de très grandes entreprises. Elles disposent d'énormes profits qu'elles peuvent investir dans le lobbying et tout le reste. Elles ont donc tout un groupe de responsables politiques serviles, achetés et vendus. Et ils sont tous allés voir monsieur Trump et lui ont dit : « Pas vrai ? » Lui répond — comme il le fait toujours — que son rôle, en matière de gouvernement, c'est d'essayer de donner à quiconque vient le voir ce qu'il veut. Nous

n'avons pas d'industrie de la voiture électrique qui vaille quoi que ce soit dans ce pays, parce que les vieux moteurs à carburant fossile sont allés le voir, ont imposé leur influence, et il a supprimé les subventions. Vous savez, il a tout changé. Désolé, laissez-moi juste enlever ça.

## **#Richard Wolff**

Donc, notre président a fait une remarque, il y a une dizaine de jours, ou une semaine, en disant qu'il envisageait d'interdire les exportations de gazole. Dès qu'il a dit ça, ses conseillers se sont précipités autour de lui et ont commencé à inventer une histoire plus ou moins plausible — et, en général, vraiment tirée par les cheveux — pour expliquer en quoi cela pourrait avoir un sens. Ils n'y passent pas beaucoup de temps, et ils ne sont pas très bons à ça. Alors, ça sort de façon maladroite. Un journaliste habile peut poser une question à laquelle ils n'ont pas pensé. C'est affreux à regarder. Je veux dire, on assiste à une prestation vraiment médiocre. Mais bon, maintenant, tout le monde sait à peu près. Les compagnies pétrolières arrivent, celles qui possèdent les raffineries qui transforment le pétrole en gazole. D'accord. Et voici ce qu'elles ont dit. C'est merveilleux. Elles sont allées voir monsieur Trump et lui ont dit : « Nous avons été vos fidèles soutiens. Nous ne voulons pas de ça. »

Et au passage, quand ils ont fait ça, ils ont ajouté quelques cadeaux, sous le nom de libre-échange. Ils ont fait quelques allusions aux mondialistes, parce que c'est encore un terme qu'on peut utiliser. Alors ils ont essayé ça. Ils ont tout mis là-dedans. Mais Monsieur Trump a compris. Il avait désormais un problème auquel il est habitué : un groupe de ses soutiens le veut, un autre groupe de ses soutiens ne le veut pas. Qu'est-ce qu'il allait faire ? Eh bien, il a fait une grosse erreur. Il a répété qu'il y réfléchissait, donnant aux gens du pétrole l'impression qu'il pourrait réellement faire, pour les agriculteurs et les grandes entreprises agroalimentaires, ce qu'ils réclament. C'est alors que la compagnie pétrolière et gazière a fait cette déclaration, officiellement et publiquement : « C'est une erreur », telle est devenue leur position. Vous ne pouvez pas faire baisser les prix. Pourquoi ? Eh bien, si vous imposez une interdiction, les prix baisseront.

Et si les prix baissent aux États-Unis, nous allons réduire le raffinage, et les prix remonteront aussitôt. Et vous aurez mauvaise mine, Monsieur le Président, parce que vous n'aurez pas tenu ce que vous aviez promis. Apparemment, ça a marché. Alors, ils se sont tournés vers les Européens et ils leur ont dit : « Vous devez puiser dans vos réserves de pétrole, de gazole. » Nous allons faire un peu de maquillage. Si j'ai bien compris, la quantité qu'ils vont libérer équivaut à une journée de demande en gazole. Ça ne fera pas une très grande différence. Et ça ne durera pas très longtemps. Mais je veux insister sur un point : quand ils ont dit ça, on n'a pas compris ce que c'était réellement, à savoir une menace d'un oligopole qui se sert de sa position oligopolistique pour maintenir les prix à un niveau élevé, afin de faire du profit. Parce que c'est exactement ce qu'ils ont fait.

Non, non. On a traité ça comme si... eh bien, c'était le fonctionnement du marché. Ce n'est pas comme ça que le marché fonctionne. C'est comme ça qu'on manipule le marché. Parce que les gens qui dirigent les entreprises, eux aussi ont appris l'offre et la demande. Et ils savent que s'ils

obtiennent un bon résultat parce que le détroit d'Ormuz réduit l'approvisionnement mondial en diesel, ce qui fait monter les prix, alors la manière de maintenir ce prix, c'est de maintenir la pénurie de diesel. Et si cette pénurie n'est pas maintenue par les Iraniens à Ormuz, ils la maintiendront à la raffinerie. Si vous savez comment le comprendre, c'est un merveilleux exemple de la façon dont se construit la politique économique américaine.

## **#Glenn**

Eh bien, professeur Wolf, merci de nous accorder un peu de votre temps. Si j'ai bien compris, une grande journée vous attend, alors je ne vais pas vous retenir plus longtemps. Merci encore.

## **#Richard Wolff**

Oh, c'est un plaisir, Glenn. Et merci pour les émissions que vous créez.